

Mustapha Benchenane*

LES CICATRICES DES EMPIRES

L'histoire pèse toujours, parfois lourdement, sur le présent en même temps que, contribuant à forger les psychologies individuelles et collectives, elle induit des comportements, des actions qui font le présent et l'avenir des peuples concernés.

Un individu peut être profondément traumatisé par son histoire personnelle, familiale ; un peuple peut également se retrouver dans ce type de difficulté à cause de la violence qu'il a vécue.

Le fait qu'il ne peut exister d'écriture objective de l'histoire ajoute à la complexité du travail de l'analyste. En effet, dans ce domaine aussi, de même qu'un individu élabore et se raconte son « roman familial », chaque peuple procède à l'écriture de sa propre histoire. C'est que l'histoire est l'un des moyens de créer et consolider la cohésion d'une communauté. Elle est moins un savoir qu'un outil permettant, à travers une mémoire souvent sélective, de s'inventer des héros, des légendes et des croyances partagées, de vivre ensemble tout en se différenciant des autres communautés qui procèdent de la même façon : à chacun son roman national.....

Cela renvoie au problème de la perception qui est déterminant aussi bien à l'échelle individuelle que pour ce qui concerne les peuples. A cet égard, deux exemples frappants illustrent l'impossibilité de la réconciliation à cause des perceptions radicalement divergentes :

- 50 ans après la fin de la guerre d'Algérie, le contentieux accumulé de 1830 à 1962 n'est toujours pas apuré. L'histoire, pourtant commune, est écrite de façon totalement différente, selon les perceptions française ou algérienne.

* Mustapha Benchenane est politologue à l'Université Paris-Descartes, conférencier à l'IHEDN (Paris) et au Collège de défense de l'OTAN (Rome).

- Le problème israélo-palestinien est sans solution depuis de nombreuses décennies. Certains le présentent comme un conflit de légitimités, en occultant le fait de puissance qui a présidé à la création de l'Etat d'Israël.

S'agissant plus particulièrement de l'espace euro-méditerranéen, la question des cicatrices des empires sera abordée sous trois angles : les cicatrices des territoires, les cicatrices des identités, les cicatrices des mémoires.

Les cicatrices des territoires

L'impasse de l'« Etat-nation »

Les frontières actuelles, en particulier celles du Sud, sont comme des blessures faites à la terre et aux peuples. En effet, alors que les frontières de l'Europe occidentale sont le produit d'une histoire endogène marquée par les rapports de force entre puissances appartenant à la même région, celles du sud de la Méditerranée sont exogènes car imposées, pour l'essentiel, par les empires français et britannique.

Cette situation est l'une des dimensions de la tragédie arabo-musulmane pour au moins deux raisons :

- Selon la conception musulmane, seul compte la notion dite « Umma », la communauté des croyants, vivant dans le Dâr el-islam ou territoire de l'islam¹. Selon cette approche, la seule frontière est celle qui sépare le « monde musulman » du reste du monde, pas forcément hostile, mais différent. Le musulman devrait donc circuler librement depuis la Mauritanie jusqu'au Pakistan, l'Afghanistan, l'Indonésie etc... sans jamais devoir décliner son identité. Les musulmans ont traduit, du moins partiellement, dans les faits, leur croyance, à l'époque des grands empires, omeyyade, abbasside, ottoman...Or, la réalité actuelle est aux antipodes de ces convictions.

- Qu'il s'agisse du Maghreb ou du Machrek², les Etats nouveaux sont nés dans les frontières de la colonisation. La faute politique majeure des responsables de ces Etats a consisté à croire que les luttes pour l'indépendance étaient la manifestation incontestable de l'existence de nations. Ils ont donc entrepris d'édifier des Etats-nations à l'intérieur de frontières imposées par l'étranger. Ce faisant, ils ne se sont pas rendus compte qu'ils importaient un concept - la nation - qui avait un sens pour les pays et peuples colonisateurs, mais qui était loin de l'histoire et des réalités des populations accédant à l'indépendance.

Ces dirigeants se sont fourvoyés car, inconsciemment, en imitant l'ancien occupant, ils ont voulu lui montrer que leur histoire était semblable et égale à la sienne. La conséquence de ce déficit d'intelligence et de compétence est double :

- L'engagement dans l'édification de l'Etat-nation, induit automatiquement une logique fondée sur les rapports de force dans les relations avec les voisins, des politiques de puissance, la méfiance, les arrière-pensées, des politiques de défense et de sécurité qui dilapident une partie importante des fonds publics, la faiblesse des échanges et de l'intégration entre pays « frères ». Chaque Etat nouveau étant dans cette logique implacable et infernale, il s'affaiblit quand il croit se renforcer. Les autres sont perçus comme des rivaux et même des menaces. Il en est ainsi, par exemples, des rivalités stériles entre l'Algérie et le Maroc au Maghreb, ou de celles qui opposent les Etats du Machrek, chacun voulant être leader et tous étant perdants.

- La seconde conséquence de cette faute politique est l'échec de tous ces pays dans leurs tentatives d'édifier des nations et des Etats. En effet, à l'heure de vérité, lorsque les contradictions s'exacerbent, la nation apparaît pour ce quelle est, un artifice. Les structures sociales que l'on croyait d'un autre temps, les tribus, les clans, les ethnies, les clivages religieux prévalent. C'est ce qui apparaît dans la plupart des pays du « printemps arabe » et, depuis 2003, en Irak. Non seulement la nation ne s'est pas constituée, mais l'Etat lui-même n'était qu'une apparence. L'Etat en tant que concept et mode d'organisation politique et administrative d'un peuple sur un territoire, ne correspond pas aux réalités politique, sociale, psychologique des peuples arabes et de la plupart des peuples du « tiers-monde ». Il n'y rien de déshonorant à cela. Les systèmes d'identification et d'appartenance peuvent être différents sans que cela justifie la colonisation sous le prétexte que ce seraient des « territoires sans maître », c'est-à-dire des terres peuplées par des gens qui se sont organisés différemment des peuples européens.

L'héritage des empires fait donc partie intégrante des réalités d'aujourd'hui. La responsabilité des puissances impériales dans les impasses actuelles n'est pas contestable.

La lourde responsabilité des empires

C'est la France qui a fait la géographie de la Mauritanie, du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie en fonction de ses intérêts. Auparavant, elle les avait soumis à des statuts différents qui ont contribué à éloigner ces peuples les uns des autres alors que l'Empire ottoman les avait rassemblés, pour la majorité d'entre eux.

Quoi d'étonnant si, ayant accédé à l'indépendance, ces Etats se sont opposés sur la question de leurs frontières communes, le bornage de celles-ci s'étant réalisé au prix de décennies de querelles et même d'une « guerre des sables » en 1963 entre l'Algérie et le Maroc.

L'affaire du Sahara occidental (ex-colonie espagnole) sur laquelle s'est penchée la Cour internationale de Justice (CIJ) en 1975-1976, constitue au-

jourd'hui encore l'illustration à la fois de l'inapplication du droit international et des rivalités de puissance entre Alger et Rabat.

La fragmentation du Proche-Orient est pire que celle du Maghreb. Le Machrek, dans sa plus grande partie, avait été unifié par l'Empire ottoman. Au XVI^e siècle, le Califat³ était passé des mains des Arabes à celles des Ottomans. Tout a été bouleversé au lendemain de la première guerre mondiale qui a abouti à la défaite de l'Allemagne et de son allié ottoman. Déjà pendant la guerre, l'accord secret franco-anglais Sykes-Picot du 16 mai 1916 décidait de ce qu'il adviendrait du Proche-Orient. Dans le même temps, Français et Britanniques incitaient les Arabes à se révolter contre les Ottomans en leur faisant la promesse de la création d'un « royaume arabe ».

L'historien Jean-Baptiste Duroselle écrit : « La révolte arabe de 1916, dirigée par le chef de la famille hachémite, l'émir Hussein du Hédjaz, appuyé par les troupes britanniques, permit en 1918 la conquête des pays arabes aux dépens de la Turquie ». Il ajoute : « Les accords Hussein - Mac-Mahon paraissaient indiquer un appui total des Britanniques aux prétentions arabes »⁴. Mais les accords secrets Sykes-Picot avaient des visées d'une toute autre nature. Par ces accords, la France administrerait, outre la Cilicie, la côte syrienne et libanaise jusqu'à Akka. La Grande-Bretagne administrerait le sud de la Mésopotamie, avec Baghdad et, en Palestine, les ports d' Akka et Haïfa.

Comme pour aggraver encore plus la situation d'après-guerre, le 2 novembre 1917, Lord Balfour, au nom du gouvernement anglais, promettait aux juifs la création, en Palestine, d'un « foyer national juif ». Ainsi donc, une puissance européenne - la Grande Bretagne - promet à des juifs qui vivent depuis des temps immémoriaux en Europe, un pays qui ne lui appartient pas - la Palestine - habitée depuis des temps au moins aussi anciens par un peuple, les Palestiniens...

Afin de se partager le butin - le Proche-Orient - la France et la Grande-Bretagne vont inventer une théorie juridique, le « mandat ». Les peuples, dont on décide du sort sans les consulter, étant « hors d'état de se gouverner », Paris et Londres exerceraient sur eux leur tutelle comme mandataires au nom de la Société des Nations. Dès lors, la France et la Grande-Bretagne vont disposer à leur guise de toute cette région en fonction des rapports de force qui prévalaient entre elles et en reniant toutes les promesses faites aux Arabes. La question palestinienne est l'une des conséquences - la plus grave - de cette politique, de même que la tragique fragmentation du Proche-Orient qui, encore aujourd'hui, est une réalité voulue aussi par les dirigeants arabes.

A titre d'exemple, à l'époque de l'Empire ottoman, une partie du Proche-Orient était unifiée dans le cadre de la « Grande Syrie » qui englobait plu-

sieurs pays actuels : Syrie, Liban, Palestine, Israël, Jordanie. C'était un ensemble géographique sans frontière. La carte actuelle de cette région ne reflète pas la nature et la solidité des liens qui ont existé durant des siècles entre toutes ces populations. Il n'est pas étonnant que, enfermées dans des frontières imposées, aucune ne soit parvenue à se constituer en nation, ni même à édifier un Etat digne de ce nom. Le Liban est l'illustration éclairante de cette réalité. Créé par la France laïque sur une base confessionnelle, les diverses composantes de son peuplement tantôt coexistent, tantôt se déchirent comme ce fut le cas pendant la guerre civile de 1975 à 1990. La vérité, cruelle, est que le Liban voulu par la France n'a jamais réussi à être ni un peuple, ni un Etat, ni une nation. A des degrés parfois différents, ce constat s'applique à tout le Proche-Orient.

Quant à la Palestine, ses portes ont été ouvertes par la Grande-Bretagne à l'immigration juive en provenance de l'Europe. On ne peut pas comprendre la nature du problème Israélo-palestinien si on n'a pas à l'esprit que l'Etat d'Israël n'aurait jamais vu le jour (en 1948) sans le mandat britannique sur la Palestine, donc dans un contexte colonial triomphant.

L'ensemble du Sud de la Méditerranée a donc été comme déchiqueté par des frontières artificielles, ce qui n'est pas le cas pour la rive Nord, sauf pour la région des Balkans qui, aujourd'hui encore, n'est pas stabilisée. Aux cicatrices des territoires et faisant un tout avec elles, il y a les cicatrices des identités et celles des mémoires.

Les cicatrices des identités

Crise de l'identité et crise de l'Islam

L'histoire tumultueuse, parfois tragique, du sud de la Méditerranée ne peut pas être sans conséquence sur l'identité de ces peuples. En effet, avec la défaite vient le doute, y compris quant à sa propre identité. Pour les « penseurs » du courant néo-conservateur américain qui ont inspiré le projet « Grand Moyen-Orient » de Georges W. Bush, ces peuples appartiennent au monde de l'islam, lequel serait un tout de la Mauritanie à l'Afghanistan. Leur identité se réduirait donc à leur religion.

Cette approche ignore que le « monde musulman » aujourd'hui est plus un fantasme qu'une réalité. En effet, cette « zone » est caractérisée par la complexité faite de diversité, de contradictions, de divisions, de fragmentations.

Le clivage apparemment irréductible né du premier schisme après la mort du prophète Mûhammad en 632 est dû d'abord à des causes politiques : la lutte pour le pouvoir, Mûhammad n'ayant pas désigné son successeur pas plus que le mode de dévolution du pouvoir. Les « islamistes »

d'aujourd'hui clament : « Le Coran est notre constitution », alors que le mot « politique » n'existe pas dans le « Livre sacré ». Mais à partir de 632, on a habillé une querelle éminemment politique d'un discours religieux afin de légitimer, au nom de l'islam, un combat pour le pouvoir. Quatorze siècles après, les apprentis sorciers ne veulent toujours pas vider cette querelle et des peuples, maintenus dans l'ignorance par leurs dirigeants politiques et religieux, continuent de confondre leurs croyances avec des vérités objectives, sachant que celles-ci sont difficiles à établir.

Il est tout de même exact que l'Islam est, pour une part importante, constitutif de l'identité de ces peuples dont une partie, certes minoritaire, est chrétienne. Néanmoins l'islam est en crise. On perçoit cette crise à travers au moins deux symptômes : d'abord l'« islamisme » en tant qu'exacerbation du sentiment religieux est la manifestation d'une détresse, d'une crise profonde de l'identité. L'excès de religion n'est pas le signe de la bonne santé de cette religion, de sa force, mais bien au contraire de l'affaiblissement de sa vitalité. En même temps, on constate que, dans la plupart des pays musulmans, règne une discorde et de plus en plus fréquemment la guerre civile.

Les faiblesses de nature structurelle de ces pays sont favorables aux ingérences étrangères et à la perte de souveraineté, les anciens et les nouveaux empires faisant du « dâr el-islam » leur terrain de parcours. Dans ce contexte, le slogan des « islamistes » - d'une grande indigence : « tout est dans le Coran » - est le signe d'une faillite de l'intelligence.

Que dirait-on en effet si, la Grèce et d'autres pays européens confrontés à une crise économique et financière sans précédent, déclaraient que la solution à tous les problèmes se trouve dans la religion ? Or, dans les pays d'islam, la crise est d'une tout autre nature, bien plus grave, car elle affecte toutes les dimensions qui font l'âme et l'épine dorsale d'une communauté. L'un des aspects de cette tragédie réside dans la perte de la rationalité sous ses trois formes : la rationalité théorique, la rationalité critique, la rationalité autocritique. D'où, dans tous les domaines, des démarches approximatives, le mauvais bricolage, la perte du goût et de l'art de vivre ensemble, le recours à la violence. Ces troubles de l'identité se constatent, à des degrés divers, partout au sud de la Méditerranée et cela parfois dans la plus grande confusion.

La confusion dans les identités

On a, par exemple, présenté la guerre civile libanaise (1975-1990) comme une guerre confessionnelle, chrétiens contre musulmans, avec une ingérence surtout syrienne, mais en réalité aussi israélienne et occidentale. Mais sur le terrain, la réalité était beaucoup plus complexe. Au-delà des

identifications religieuses, l'appartenance au clan était aussi importante, sinon plus. C'est ainsi que des clans chrétiens - clans Chamoun et Frangié - étaient alliés aux forces sunnites, palestiniennes et à la Syrie. En même temps, Damas est intervenue directement à deux reprises en envoyant des troupes, à l'appel de ce que l'on nous présentait comme le « camp chrétien », ce qui a évité à ce dernier une cuisante défaite.

En Palestine-Israël, les juifs originaires des pays arabes ne sont pas parmi les plus modérés des Israéliens. Certains d'entre eux reconnaissent qu'ils sont des « juifs arabes », ce qui ne les empêche pas de voter pour la droite incarnée par le Likoud et l'extrême-droite, à travers les partis religieux, tous fervents partisans de la colonisation juive sans limite en Palestine. Plus de 90 % de juifs d'Israël originaires des pays arabes sont des Arabes ou des Berbères convertis au judaïsme et n'ont rien à voir avec les juifs de la « dispersion » d'il y a 2 000 ans. Mais, consciemment ou inconsciemment, ils veulent gommer leur arabité ou leur berbérité en s'engageant dans une escalade de l'extrémisme. Là réside la vraie « haine de soi » et non chez les juifs israéliens ou parmi les juifs de la diaspora qui ont opté pour la modération et la reconnaissance des droits légitimes des Palestiniens. Dans le « monde arabo-berbère », rien ne différenciait un juif d'un Arabe ou d'un Berbère si ce n'est des jours de fêtes différents. Ils parlaient la même langue et avaient le même mode de vie : en Algérie, par exemple, les juifs soumis au « Code de l'indigénat » comme les Arabes et les Berbères ont été admis à la citoyenneté française par le Décret Crémieux le 24 octobre 1870 (publié au Journal officiel du 7 novembre 1870). Etant dorénavant français, ils ont accédé à tous les droits et devoirs conférés par la nationalité française, notamment la scolarisation, la fonction publique etc... Ils se sont donc peu à peu détachés des autres Arabes et des Berbères au point de devenir des défenseurs inconditionnels de l'Algérie française, rejetant les appels du FLN les invitant à rejoindre les rangs de la « révolution » à partir du 1er novembre 1954. Dans les pays arabo-berbères, les juifs ont été, dès les années 40, démarchés par l'Agence juive qui est parvenue à en mobiliser certains dans l'entreprise sioniste en Palestine. Les choses se sont aggravées à partir de la création de l'Etat d'Israël, les pressions exercées sur eux pour rejoindre le nouvel Etat afin de le renforcer, étant devenues constantes. La guerre de Suez en 1956, au cours de laquelle la plupart d'entre eux s'identifiant à Israël, se sont réjouis de l'humiliation des Arabes, et les indépendances des pays du Maghreb ont accéléré leur départ soit pour Israël, soit pour la France alors que, par leur origine et leur ancrage, ils appartiennent à part entière à ces pays arabo-berbères. Certains d'entre eux y étaient présents avant même l'arrivée des Arabes et de l'islam. D'autres s'étaient réfugiés au Maghreb lorsqu'ils ont été chassés d'Espagne en même temps que les musulmans à la fin du XV^e siècle. Quant aux régimes arabes, ils ne se sont pas mobilisés pour arrêter cette hémorragie.

On constate une autre manifestation de ce déchirement identitaire au Maghreb. Cette région était totalement berbère avant l'arrivée des Arabes et de l'islam à la fin du VII^e et au début du VIII^e siècle. Au fur et à mesure de la constitution et de l'élargissement de l'empire arabe, des Berbères de plus en plus nombreux se sont à la fois islamisés et arabisés en adoptant la langue arabe, et en s'identifiant à la civilisation arabe qu'ils ont contribué à enrichir. Dans le même temps, l'autre partie des Berbères s'est islamisée, mais ne s'est pas arabisée. Ce sont ceux qui sont les Berbères d'aujourd'hui. Cependant, compte tenu de ce processus historique, plus de 90 % des Maghrébins qui se disent « arabes » sont en fait des Berbères arabisés. Si donc, objectivement, il ne devrait pas y avoir d'antagonisme entre « Berbères » et « Arabes » au Maghreb, on constate le contraire sur le terrain. Ces oppositions ont été utilisées et alimentées par la France à l'époque de la colonisation dans le cadre de la politique « diviser pour régner ». Ce fut le cas en Algérie et au Maroc. De là est né le mythe du « Kabyle blond aux yeux bleus » qui ne devrait rien à l'ethnie sémite mais qui serait d'origine occidentale. Or ce que l'on appelait le type « nord-africain » était justement la caricature même du « type berbère », les blonds aux yeux bleus sont une minorité dans tout le Maghreb. Ils sont probablement les descendants des Vandales qui ont édifié un empire pendant un siècle dans cette région de la Méditerranée.

Les pays du Golfe arabo-persique ne sont pas épargnés par les problèmes d'identité. Leur existence ne correspond pas à un véritable enracinement historique. Ils sont le produit de la politique britannique. Les plus riches -grâce au pétrole - ont recours à une main-d'œuvre étrangère devenue si nombreuse que les Emiratis sont maintenant minoritaires. A Abu-Dhabi, 80 % de la population est constituée d'immigrés. Ils sont 85 % à Dubaï. Dans ce cas de figure, peut-on affirmer que ces pays sont toujours musulmans, sachant qu'ils ne peuvent plus se passer des immigrés dont la plupart ne sont pas musulmans ? Engagés dans des stratégies de « développement » fondées sur la rente pétrolière, disposant d'une population peu nombreuse et ayant oublié la culture de l'effort, ils sont dans une spirale qui les conduira à la perte de leur identité originelle, leur avenir étant dans tous les cas incertain.

Cicatrices des territoires, cicatrices des identités sont indissociables de la question des mémoires.

Les cicatrices des mémoires

Mémoire et ressentiment

Le lien entre identité et mémoire est souligné par Alexis de Tocqueville : « Le passé n'éclairant plus le présent, l'esprit avance dans les ténèbres ». Il

est vrai que, pour savoir qui l'on est et où l'on va, il faudrait savoir d'où l'on vient. Bien avant lui, le philosophe juif Maïmonide qui a produit en arabe une œuvre remarquable en Espagne à l'époque de la grandeur musulmane, a dit : « Je ne saurai où aller si je ne savais pas d'où je viens ». L'un et l'autre soulignaient la nécessité de la mémoire et son aspect positif.

Mais la mémoire peut jouer un rôle très négatif lorsqu'elle est excessive, occultée ou travestie. S'agissant des musulmans et des cicatrices laissées dans leur mémoire par leurs empires à jamais disparus, le fait est qu'ils ont subi une défaite historique et ils sont, depuis des siècles, dans le camp des vaincus de l'histoire. Ils n'ont jamais réussi leur redressement, y compris depuis qu'ils sont indépendants. Mais ils sont dans le souvenir sans cesse présent et toujours rappelé du temps où ils avaient édifié l'une des civilisations les plus brillantes de l'histoire de l'humanité et des empires qui ont dominé durant des siècles la quasi-totalité du monde alors connu. Le deuil pathologique dans lequel ces peuples sont plongés les empêche de libérer totalement leur intelligence, leur volonté, leur énergie. Cette dimension, pourtant essentielle, de la psychologie individuelle et collective est l'une des causes majeures de l'impuissance dans laquelle est plongée le « monde musulman ».

N'en déplaise aux « experts » autoproclamés et aux islamophobes, l'islam n'est en rien responsable de cet échec. En effet, cette religion fait de l'acquisition du savoir et de sa transmission un devoir sacré. Elle favorise l'esprit d'entreprise, la concurrence loyale, le marché au service de la société etc...

Concernant toujours les musulmans et les cicatrices de la mémoire, il est un autre aspect de cette question qui n'est jamais évoqué. Il est relatif aux relations entre les Arabes et les Turcs. Tout le monde s'accorde à dire que Mustapha Kemal s'est détourné de l'islam et a imposé la laïcité à son peuple après la première guerre mondiale, pour « moderniser » son pays. En fait Kemal a fait subir à son peuple une violence inouïe en réalisant par la force un changement à la fois politique et culturel. Il a rompu toute relation avec les Arabes par qui l'islam s'est répandu dans son pays. Il a tourné le dos à cette religion, il a abandonné l'alphabet arabe ainsi que le calendrier fondé sur l'hégire. Il l'a fait essentiellement par ressentiment. Lui et les siens n'ont jamais pardonné aux Arabes leur « trahison » durant la première guerre mondiale lorsque les Arabes se sont alliés aux puissances européennes pour battre militairement l'Empire ottoman. Ce faisant, le leader turc et ses successeurs ont coupé leur pays d'une partie importante de son environnement naturel. Mais ce que Kemal n'a pas compris, c'est qu'une « révolution » portant sur l'identité est vouée à l'échec. Le peuple turc est resté profondément attaché à l'islam et, depuis les années 90, ce sont des « islamistes modérés », arrivés démocratiquement au pouvoir, qui gou-

vernent ce pays. La Turquie est humiliée par les rebuffades dont elle fait l'objet de la part des Européens qui ne veulent pas d'elle dans l'Union européenne justement parce qu'elle est un pays musulman. Ankara a donc partiellement redéployé sa diplomatie dans l'ancien espace ottoman avec un succès relatif. Elle commence à être perçue positivement par une partie des Arabes qui considèrent d'une part que la domination ottomane a été moins destructrice pour eux que ne l'ont été l'occupation et la colonisation européennes et d'autre part, ils pensent que le « modèle turc » peut être pour eux une source d'inspiration.

On peut trouver un autre exemple de mémoire-ressentiment à travers un épisode de la relation entre la France et les musulmans. En juillet 1920, le général Gouraud s'est emparé de Damas. Il se rendit sur la tombe de Saladin, le vainqueur des Croisés, et lui lança, huit siècles après la chute du royaume franc de Jérusalem : « Saladin, nous sommes de retour ». C'est aussi lui qui a entrepris de morceler la « Grande Syrie » en créant des entités confessionnelles. Le problème de la mémoire et du ressentiment semble par ailleurs obérer pour longtemps les relations de la France avec ses anciennes colonies. Dans ce domaine, les perceptions sont si éloignées qu'elles semblent à jamais inconciliables.

Le choc des mémoires

Du côté français, même lorsque l'on reconnaît exceptionnellement qu'il a pu y avoir des « abus », on reste, dans la plupart des cas, attaché à la « mission civilisatrice » de la France outre-mer. Cela est si vrai qu'il y a quelques années le Parlement français a voté une loi mentionnant dans l'un de ses articles les « aspects positifs de la colonisation ». Cette mention (elle a été ensuite abrogée) a provoqué une très forte indignation chez tous les peuples anciennement colonisés. C'est que, pour ces derniers, avoir été colonisé, signifie qu'ils ont été défaits militairement, qu'il s'en est suivi une occupation, une humiliation, une exploitation. Quand on leur dit que la France a développé dans ses colonies des infrastructures, qu'elle a permis l'émergence d'une élite francophone, ils répondent : « les infrastructures correspondaient au strict minimum pour exploiter les richesses de nos pays. Quant à la scolarisation, elle ne concernait qu'une infime minorité, l'immense majorité était maintenue dans l'analphabétisme ». Ils ajoutent : « il est dans la nature même du colonialisme d'être dominateur, exploiteur et il n'a pas vocation à préparer les peuples qu'il opprime à leur propre émancipation ».

Il existe donc, à cet égard, un choc des mémoires. Les anciens colonisés demandent à la France de reconnaître la part sombre de sa politique. La France, pour sa part, refuse toute « repentance ». Le problème atteint son paroxysme dans la relation franco-algérienne qui est un drame passionnel

pour plusieurs raisons :

- La colonisation de l'Algérie par la France a duré 132 ans ;
- La guerre d'indépendance déclenchée le 1er novembre 1954 s'est terminée en juillet 1962 et elle a profondément meurtri tous les protagonistes ;
- L'Algérie était une colonie de peuplement où vivaient environ un million de pieds noirs et de juifs qui ont tous quitté ce pays à l'issue du conflit ;
- La France n'a pas atteint ses objectifs de guerre qui étaient de maintenir l'Algérie française, d'où des frustrations ;
- En France, un lobby constitué d'une minorité de pieds noirs extrémistes a toujours agi pour empêcher des rapprochements, prélude à une réconciliation ;
- En Algérie, les dirigeants qui se sont succédé à la tête de ce pays depuis l'indépendance semblent convaincus que l'ancien colonisateur ne peut pas vouloir du bien à leur pays. Il y a chez certains d'entre eux une forme de paranoïa quand il s'agit de la relation avec la France.
- Il a manqué, côté algérien, un Mendela, capable de dépasser les ressentiments au profit de la lucidité, de l'intelligence et du courage.

A cet égard, une prise de conscience relative à la nature des relations entre les peuples à travers l'Histoire, permettrait d'échapper au ressassement hargneux qui neutralise l'intelligence et empêche un avenir commun dans le monde tel qu'il est devenu. Les relations entre les peuples ont toujours été fondées sur des rapports de force. C'est ainsi que les forts ont réduit les faibles en esclavage et, parfois même, les ont exterminés. Mais les rapports de force ne sont pas immuables. Quand on a été dominé, il faut toujours se demander pourquoi l'on s'est affaibli au point de devenir un objet de l'histoire ? De leur côté les puissances qui ont dominé et opprimé un autre peuple doivent reconnaître la réalité de cette oppression et de cette domination et que la « mission civilisatrice » a été, pour l'essentiel, une tentative de légitimation d'une politique de puissance⁵. C'est cette double réflexion qui contribuerait à apurer le contentieux, pierre d'achoppement de relations « normalisées ». Une lueur d'espoir existe puisque l'on constate depuis une dizaine d'années, que plusieurs milliers de pieds noirs et de juifs reviennent en Algérie pour revoir la terre où ils sont nés. Leurs témoignages sont unanimes : ils sont reçus à bras ouverts par le peuple algérien, non parce que ce dernier regretterait le temps de la colonisation, mais parce qu'il fait prévaloir ses traditions d'hospitalité en même temps qu'il a conscience de ce que sont ses priorités pour aujourd'hui et pour demain.

L'histoire est tragique. Elle marque durablement les peuples en étant, pour une part très importante, à l'origine de leurs perceptions d'eux-mêmes et de leur environnement. Mais cela ne doit pas empêcher les prises de conscience permettant d'œuvrer en faveur de l'apaisement des relations entre peuples ayant vécu au sein d'un même empire. Sans nier les différences importantes, une approche non passionnelle nous éclaire : ces peuples ne sont pas des étrangers les uns pour les autres. Un Maghrébin qui vit en France n'est pas un exilé. Un Français qui se rend au Maghreb n'est pas un étranger. Le fait d'avoir été si proche dans le meilleur et dans le pire induit une relation *sui generis* au cœur de laquelle prévaut la complexité.

Nous constatons que se produit sous nos yeux un basculement historique exceptionnel dans les rapports de force à l'échelle mondiale. L'étranger lointain se renforce pendant que les riverains de la Méditerranée s'affaiblissent. Jusqu'à présent, le passé commun, au sud et au nord de la Méditerranée, a été lesté de plomb. Sans pour autant rêver d'une civilisation euro-méditerranéenne, il convient d'admettre que si le Sud va mal, le Nord ne peut pas aller bien. Les destins sont donc liés. Accepter cette vérité est le préalable à des actions communes afin de relever des défis historiques. L'une des actions prioritaires devraient porter sur la nécessaire convergence des perceptions. C'est ainsi que les uns et les autres parviendront à transcender les cicatrices des empires.

Notes :

¹ *Dâr* signifie maison, métaphore utilisée pour désigner le monde musulman aux plans territorial et spirituel.

² Maghreb : Mauritanie, Maroc, Tunisie, Algérie Libye. Machrek : le Proche-Orient jusqu'aux frontières de la Turquie et de l'Iran, pays musulmans mais non arabes.

³ Le Calife est le « successeur » du prophète.

⁴ Jean Baptiste Duroselle, *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, Editions Dalloz, Paris 1966, pp. 33 et 35.

⁵ Alors que la France était présente en Algérie depuis 1830, à la veille du 1^{er} novembre 1954, 97 % des enfants européens sont scolarisés mais à peine 10 % des enfants musulmans, le taux de mortalité infantile est 13 fois supérieur à celui des Français. L'espérance de vie est de 47 ans chez les musulmans, 65 ans chez les Européens.